

Rencontre avec Richard Nadeau
Le mercredi 5 septembre, 16h 30
430, boul. de l'Hôpital, Gatineau

Question	Réponses du député
<p data-bbox="178 462 955 755">1- Services publics de qualité Comment le député peut-il intervenir pour que la négociation entre le gouvernement et l'AFPC dans le secteur public ne résulte pas en un affrontement. Est-il prêt à soulever cette question en chambre si les négos ne se déroulent pas bien?</p> <p data-bbox="178 755 955 885">Le député est-il en faveur d'abolir des zones de rémunération pour les employés des services de l'exploitation?</p> <p data-bbox="178 1015 955 1263">Négociations et conditions de travail à la Chambre des Communes. Est-ce que le député est prêt à donner un coup de main si le besoin se fait sentir et mettre de la pression sur le président de la Chambre?</p>	<p data-bbox="955 462 1915 673">M. Nadeau se dit prêt à aider le syndicat afin de faire avancer le processus de négociation et de faire connaître les enjeux. Il est favorable à l'amélioration des conditions de travail des employés de la fonction publique.</p> <p data-bbox="955 722 1915 974">Quand aux zones de rémunération, le député va transmettre l'information à la députée du Bloc responsable du dossier des relations de travail, Carole Lavallée. Il est prêt à appuyer la revendication syndicale devant un comité de la chambre ou à collaborer pour aider la négociation.</p> <p data-bbox="955 1023 1915 1263">M. Nadeau a déjà envoyé une lettre au président de la Chambre lui demandant que les employés de la Colline aient les mêmes droits et avantages que les autres travailleurs. Ici encore, c'est un dossier de sa collègue Carole Lavallée, mais le député est prêt à travailler avec elle sur ce dossier.</p>

<p>2- Partenariats publics-privés Est-ce que le député est en faveur des partenariats publics-privés? Est-ce qu'il est prêt à appuyer la campagne de l'AFPC contre de tels partenariats?</p>	<p>Le député de Gatineau est favorable au secteur public, sans l'ombre d'un doute. Il craint, comme cela se passe en santé au Québec, que le recours au privé ait des conséquences néfastes sur les services à la population. Dans certains domaines, comme la construction d'infrastructures municipales comme les arénas, le privé peut avoir sa place, mais pas dans les secteurs importants comme la santé. Selon lui, dans ce domaine, les provinces font de plus en plus appel au privé car le gouvernement n'a pas restauré le financement de la santé à son niveau antérieur, qui était de 50% des dépenses. Les gouvernements provinciaux doivent exiger un retour au financement à parts égales avec Ottawa.</p>
<p>3- Agences de placement Le gouvernement fédéral utilise de façon outrancière des agences de placement temporaires. C'est très préoccupant dans notre région où plus de 60% de ces embauches sont faites. Est-ce que le député est en faveur d'un meilleur contrôle sur le recours aux agences?</p>	<p>Selon M. Nadeau, le gouvernement utilise les agences de placement temporaire afin de réduire les coûts des bénéficiaires payés aux employés réguliers. Cela place les travailleurs dans une situation d'insécurité face à leur employeur. Ce recours aux agences a un impact sur la qualité des services et c'est inacceptable.</p>

<p>4- Vente des édifices fédéraux L'AFPC s'oppose à la vente des édifices fédéraux au secteur privé. Nous avons organisé une manifestation le 12 juin sur la rue Sparks. Est-ce que le député est en faveur de la vente des édifices fédéraux?</p>	<p>Le député de Gatineau, tout comme le Bloc Québécois, est contre le principe de vendre les édifices fédéraux. Le Bloc a obtenu un moratoire en comité avec l'appui des partis d'opposition, mais le gouvernement n'a pas respecté le vote. Selon M. Nadeau, la vente des édifices fédéraux va provoquer une perte financière à moyen et long terme. Il souligne que la vérificatrice générale a émis des réserves sur cette opération et que cette vente ne sert pas l'intérêt des contribuables.</p>
<p>5- Plus grande justice dans le système de taxation. Votre parti est-il en faveur de services publics de qualité qui sont accessibles à tous et dont le financement et la prestation sont publics?</p> <p>Que compte faire votre parti pour rendre notre système d'imposition plus équitable afin de réduire l'écart grandissant entre les riches et le reste de la population et de s'assurer d'avoir suffisamment d'argent dans notre tirelire commune pour maintenir nos services publics?</p>	<p>M. Nadeau estime que l'approche des Conservateurs avec le système de taxation est en train de créer un déséquilibre à l'américaine au Canada. Il estime que le niveau des services offerts est lié au niveau de taxation que qu'il est trompeur de promettre des réductions d'impôt, tout en promettant le maintien des services. Selon lui, il faut que les impôts serve à répondre aux besoins de la population pour améliorer la qualité de vie. Il a pris l'exemple de la réduction d'un point de la TPS. Selon lui, au lieu de cela, il aurait été plus avisé de transférer ces sommes aux provinces pour leur permettre de mieux financer les besoins essentiels, comme le transport en commun.</p>

6- Équité salariale chez les employeurs distincts.

Est-ce que le député est en faveur d'un règlement rapide des questions d'équité salariale chez certains employeurs distincts? : Postes Canada, Bureau de la vérificatrice générale, le Service canadien du renseignement de sécurité, le Centre de la sécurité des télécommunications, le Conseil de recherches en sciences humaines, le Bureau du surintendant des institutions financières, les Opérations des enquêtes statistiques et les Instituts de recherche en santé du Canada.

Le député offre son appui entier sur cette question. Il ne comprend pas pourquoi après avoir réglé l'équité salariale pour les employés du Conseil du Trésor, des agences et employeurs distincts tardent toujours à corriger ce problème.

<p>7- Partenariat nord-américain pour la sécurité. Est-ce que le député est en faveur de ces discussions à huis clos et hors du Parlement sur des questions aussi fondamentales touchant la sécurité et l'économie du Canada? Comment entend-il intervenir pour que les citoyens soient consultés et aient leur mot à dire?</p>	<p>M. Nadeau estime qu'il est important que les questions discutées dans des sommets comme celui de Montebello soient ramenées au Parlement pour que les députés puissent en discuter. Il donne comme exemple certains sommets où les députés de l'opposition sont invités aux discussions, pas seulement des représentants du gouvernement. Il s'inquiète que des questions comme l'eau potable soient traitées en secret. Il estime que sur les questions de sécurité, et lorsque la mise en place de mesures d'exception sont nécessaires, les parlements doivent intégrer des clauses crépusculaires qui limitent dans le temps le recours à de telles mesures d'exception. Ainsi, lorsque le besoin n'est plus nécessaire, ces mesures deviennent caduques, alors que maintenant elles demeurent en place longtemps après que la menace soit passée.</p> <p>Le Bloc est en faveur d'une enquête sur le rôle de la police lors des manifestations entourant le sommet de Montebello.</p>
--	---

Autres questions. Sur la question du déménagement du Centre de développement des transports de Montréal à Gatineau, M. Nadeau estime que cela ne répond pas à l'esprit de la volonté d'avoir 25% des emplois fédéraux du côté du Québec. Selon lui, le 75% - 25%, c'est avec Ottawa que cela doit se régler, pas en transférant des emplois de Montréal.

Sur le déménagement anticipé de la salle de courrier du Bureau des passeports du secteur Hull vers Gatineau, le député va tenter d'obtenir plus de renseignements sur ce dossier dont il entend parler pour la première fois.

Interrogé sur le service national de garderie que les Conservateurs ont remplacé par une allocation versée aux parents, le député Nadeau a précisé que le Bloc est contre et milite pour le financement des garderies dans toutes les provinces. Il croit que les provinces doivent gérer leurs systèmes de garde, comme le fait le Québec, et que le fédéral devrait simplement transférer les sommes nécessaires aux provinces.

Enfin, sur les coupes de budget à Condition féminine Canada, le député est contre. Selon lui, c'est une question idéologique qui a poussé les Conservateurs à couper les budgets, particulièrement pour la recherche. Le Bloc a dénoncé ce geste du gouvernement et travaille avec les fédérations de femmes du Québec pour rétablir le financement.